

MINISTERE DES AFFAIRES EXTERIEURES

LOI SUR L'ACCES A L'INFORMATION

RAPPORT ANNUEL

PERIODE DU 1^{er} AVRIL 1985 AU 31 MARS 1986

Ottawa,

juin 1986

MINISTERE DES AFFAIRES EXTERIEURES

LOI SUR L'ACCES A L'INFORMATION

RAPPORT ANNUEL

PERIODE DU 1^{er} AVRIL 1985 AU 31 MARS 1986

Ottawa,

juin 1986

TABLE DES MATIERES

Page

1	Introduction
1	Rapport statistique
3	Organisation
4	Mise en application
5	Voies officielles et voies officieuses
5	Instrument de délégation
6	Appels au Commissaire à l'information
	Annexe A
	Annexe B

INTRODUCTION

Le troisième rapport annuel du ministère des Affaires extérieures concernant la Loi sur l'accès à l'information porte sur la période allant du 1^{er} avril 1985 au 31 mars 1986.

2. Sans compter les quinze demandes de 1984-1985 qui avaient été reportées, le Ministère a reçu cent soixante-huit nouvelles demandes de communication de renseignements au cours de la période visée, et il en a traité cent cinquante-six.

3. Les journalistes sont encore ceux qui ont le plus recours à la Loi. Les 156 demandes traitées se répartissent comme suit: médias, 71; organismes, 52; universités, 13; entreprise, 7; public, 13.

4. Près de la moitié des demandes portaient sur des questions de politique étrangère. Le reste portait principalement sur le commerce international, l'immigration et sur des renseignements de nature générale concernant divers autres sujets liés aux affaires étrangères.

RAPPORT STATISTIQUE

... 5. Le Rapport ci-joint sur l'accès à l'information (annexe A) renferme des statistiques détaillées sur les 156 demandes traitées. Vingt-sept demandes ont été reportées à 1986-1987. Seize demandes faisaient l'objet de consultation avec d'autres institutions fédérales,

trois demandes attendaient une réponse de requérants au sujet de certaines précisions, et huit demandes étaient achevés au cours des deux premières semaines d'avril. Dans quatre cas, des prorogations de plus de soixante jours ont été nécessaires en raison de nombreuses consultations avec d'autres institutions fédérales et afin de notifier des tiers. Quant à quatre demandes, le Ministère n'a reçu aucune réponse des requérants après leur avoir demandé des précisions ou leur avoir demandé de payer les frais de demande, et il a jugé qu'il ne pouvait pas traiter les demandes. Par ailleurs, dans vingt-huit cas, quand les frais supplémentaires n'avaient pas été acquittés, le Ministère a jugé que des requérants avaient renoncé à leur demande.

6. Les coûts relatifs au personnel comprennent les charges salariales des employés du Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels, qui ont consacré environ quatre-vingt dix pour cent de leur temps à traiter des demandes de communication de renseignements et le reste à des activités liées à la protection des renseignements personnels. Ils comprennent également les charges salariales d'autres employés qui ont travaillé à l'occasion au repérage des documents et à leur préparation pour examen. Dans le calcul des frais relatifs aux agents et au personnel de soutien, les salaires réels des employés concernés ont été divisés

par 220 (jours ouvrables) pour obtenir le coût journalier. Celui-ci a ensuite été divisé par 7 1/2 pour obtenir le coût horaire. Le coût total a été calculé en fonction du nombre de jours ouvrables compris dans la période visée (248).

ORGANISATION

7. Le coordinateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels est chargé, sous la direction des autorités compétentes, de s'assurer que le Ministère respecte la lettre et l'esprit de la Loi et qu'il fait tous les efforts raisonnables pour faciliter l'accès du public aux documents gouvernementaux.

8. Souvent, le coordinateur doit effectuer de nombreuses consultations pour répondre à une demande. Dans plus de 40% des cas traités, il a été nécessaire de consulter des gouvernements provinciaux ou étrangers, ou d'autres institutions du gouvernement fédéral.

9. Le Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels coordonne le traitement des demandes au Ministère. Les pratiques établies, qui supposent des rapports étroits avec les directions générales concernées et avec les conseillers juridiques, ont continué à fonctionner de façon satisfaisante au cours de la période visée. Le Bureau prépare un rapport hebdomadaire pour tenir les ministres et la haute direction informés du cheminement des demandes.

10. Une salle de consultation ouverte au public a été aménagée dans un endroit adjacent au Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels. Tous les manuels en usage au Ministère, de même que le Registre d'accès et les formules de demandes d'accès à l'information, sont à la disposition des requérants.

11. Le coordinateur est chargé de préparer chaque année la partie du Registre d'accès qui traite du Ministère. Ce document renferme des renseignements à l'intention du public, notamment une description de l'organisation du Ministère, des détails sur ses programmes et fonctions, une description de toutes les catégories de documents dont il est responsable de même qu'une liste complète des manuels qu'il utilise dans l'exécution de ses fonctions.

MISE EN APPLICATION

12. Malgré l'augmentation constante du nombre de demandes, l'effectif du Bureau a été maintenu à cinq personnes tout au long de l'année. Les nombreux avis juridiques nécessaires sont fournis par les conseillers juridiques du ministère de la Justice.

13. Les demandes se sont avérées plus complexes et plus longues à traiter que nous ne l'avions prévu au départ. Le nombre croissant de demandes liées à la politique étrangère a nécessité dans bien des cas l'examen

de larges quantités de documents et la préparation de recommandations détaillées, comportant un plus grand nombre de consultations avec d'autres organismes fédéraux ainsi qu'avec des gouvernements provinciaux et étrangers. Cette situation grève lourdement les directions de programme concernées, qui doivent continuer de vaquer à leur occupations normales.

VOIES OFFICIELLES ET VOIES OFFICIEUSES

14. Comme la Loi vise plutôt à compléter qu'à remplacer les pratiques actuelles en matière d'accès à l'information, les demandes non officielles peuvent être adressées au Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels, ainsi qu'aux directions générales du Ministère, au Cabinet du Ministre, au direction des relations avec les médias et à la Bibliothèque.

15. Le nombre de demandes non officielles adressées au coordinateur a été en fait à peu près égal à celui des demandes officielles. Le Bureau ne traite que les demandes officielles, mais le coordinateur doit passer beaucoup de temps à consulter les directions générales concernées afin de s'assurer que les réponses aux demandes non officielles sont conformes aux dispositions de la Loi.

INSTRUMENT DE DELEGATION

... 16. Vous trouverez à l'annexe B la liste des cadres,

par poste, auxquels le Ministre a délégué les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi, notamment le pouvoir d'autoriser ou de refuser la divulgation de renseignements.

APPELS AU COMMISSAIRE A L'INFORMATION

17. Au cours de la période visée, vingt-sept plaintes ont été déposées auprès du Commissaire à l'information au sujet de demandes traitées par le Ministère. Au 31 mars 1986, le Commissaire à l'information avait terminé vingt-et-un enquêtes; il a donné raison au Ministère dans seize cas. Dans les cinq autres cas, le Ministère a accepté la recommandation du Commissaire et communiqué les renseignements pour lesquels il avait réclamé une exception en invoquant la Loi.

18. Une demande a été à l'origine d'une plainte déposée auprès du Commissaire à l'information (qui a donné raison au Ministère), puis d'un appel à la Cour fédérale du Canada. Cette cause est toujours devant la Cour fédérale.



Institution	Ministère des Affaires extérieures	Période visée par le rapport	le 1 avril 1985 - le 31 mars 1986
-------------	------------------------------------	------------------------------	--------------------------------------

Source	71	Secteur universitaire	13	Secteur commerciale	7	Organisme	52	Public	13
--------	----	-----------------------	----	---------------------	---	-----------	----	--------	----

Demands en vertu de la Loi sur l'accès à l'Infor.

Reçus pendant la période visée par le rapport	168
En suspens depuis la période antérieure	15
TOTAL	183
Traitées pendant la période visée par le rapport	156
Reportées	27

II Dispositions prises à l'égard des demandes traitées

1. Communication totale	40	6. Traitement impossible	4
2. Communication partielle	52	7. Renseignements insuffisants	3
3. Aucune communication (exclusion)	6	8. Abandon	28
4. Aucune communication (exemption)	2	9. Document inexistant	12
5. Transmission	1	10. Traitement non officiel	8
TOTAL			156

I Exceptions invoquées

Art. 13 (1) (a)	28	Art. 16 (1) (d)	4	Art. 20 (1) (c)	19
(b)	5	Par. 16 (2)	2	(d)	11
(c)	1	Par. 16 (3)		Art. 21 (1) (a)	22
(d)		A. 17	3	(b)	20
A. 14		Art. 18 (a)		(c)	14
A. 15 (1) Rel. inter.	41	(b)		(d)	
Défense		(c)		A. 22	
Activités subversives		(d)		A. 23	5
Art. 16 (1) (a)	2	Par. 19 (1)	28	A. 24	
(b)	4	Art. 20 (1) (a)	5	A. 25	41
(c)	5	(b)	23	A. 26	

III Dispositions prises à l'égard des demandes traitées (continued)

Art. 13 (1) (a)	28	Art. 16 (1) (d)	4	Art. 20 (1) (c)	19
(b)	5	Par. 16 (2)	2	(d)	11
(c)	1	Par. 16 (3)		Art. 21 (1) (a)	22
(d)		A. 17	3	(b)	20
A. 14		Art. 18 (a)		(c)	14
A. 15 (1) Rel. inter.	41	(b)		(d)	
Défense		(c)		A. 22	
Activités subversives		(d)		A. 23	5
Art. 16 (1) (a)	2	Par. 19 (1)	28	A. 24	
(b)	4	Art. 20 (1) (a)	5	A. 25	41
(c)	5	(b)	23	A. 26	

IV Exclusions citées

Art. 68 (a)	2
(b)	
(c)	
(d)	
Art. 69 (1) (a)	2
(b)	1
(c)	3
(d)	4
(e)	6
(f)	
(g)	9

Déai de traitement

30 jours ou moins	97
De 31 à 60 jours	20
De 61 à 120 jours	39
121 jours ou plus	

VI Prorogations

	30 jours ou moins	31 jours ou plus
Recherche	7	22
Consultation	16	14
Tiers	2	
TOTAL	25	36

VII Traduction

Traduction demandée	
Traduction préparée	De l'anglais au français
	Du français à l'anglais

VIII Méthode de consultation

Copies de l'original	84
Examen de l'original	
Copies et examen	8

Frais

Frais nets perçus		
Frais de demande	660	
Reproduction	795	
Recherche	471	
Préparation		
Traitement informatique	550	
TOTAL	2476	
Frais auxquels on renonce	Nombre de fois	\$
5.00 ou moins	92	\$1380
De plus de \$25.00	0	\$ 0

X Coûts

Financiers (raisons)	
Traitement	\$203187
Administration (fonc. et maintien)	\$10600
TOTAL	\$213787
Années-personnes utilisées (raisons)	
Années-personnes (nombre décimal)	5.6
XI Plaintes déposées auprès du commissaire à l'information	
Activité concernant les plaintes	
En suspens depuis la période antérieure	16
Nbre d'appels reçus pendant la période visée	27
Nbre d'appels réglés pendant la période visée	21
Nbre d'appels reportés	22

Pièces déposées auprès du commissaire à l'information (continu)

Raisons des plaintes	
Refus de comm.	20
Frais demandés	
Prorogation	6
Publication	
Refus de traduction	
Déai de traduction	
Autre	1
Présentation de certificats	
	1

Pièces déposées auprès du commissaire à l'information (continu)

Règlement des plaintes	
Pièce non fondée	2
En accord avec l'institution	14
Aucune conclusion	
Recommandation acceptée	5
Recommandation rejetée	
XII Appels interjetés auprès de la Cour fédérale	
En suspens depuis la période antérieure	1
Nbre d'appels reçus pendant la période visée	1
Nbre d'appels réglés pendant la période visée	1
Nbre d'appels reportés	1

The Rt. Hon. Joe Clark, P.C., M.P.
Secretary of State for External Affairs



Canada

Le très hon. Joe Clark, C.P., député
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

OTTAWA, Ontario
K1A 0G2

Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur l'accès
à l'information

En vertu de l'article 73 de la Loi sur l'accès
à l'information, le Secrétaire d'Etat aux Affaires
extérieures délègue aux titulaires des postes mentionnés
à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à
titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont
il est, en qualité de responsable d'une institution
fédérale, investi par la Loi. Le présent document
remplace et annule celui daté du 7 novembre 1984.

ANNEXE

Poste

1. Sous-secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires
extérieures
2. Sous-ministre, Commerce extérieur.
3. Sous-ministre adjoint, Affaires politiques et
Sécurité internationale
4. Coordonnateur, Accès à l'information et protection
des renseignements personnels

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Joe Clark'.

DATE le 19 juin 1986

DOCS

CA1
EA
A13
1986

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

ACCESS TO INFORMATION ACT

ANNUAL REPORT

APRIL 1, 1985 TO MARCH 31, 1986

Ottawa,

June 1986

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

ACCESS TO INFORMATION ACT

ANNUAL REPORT

APRIL 1, 1985 TO MARCH 31, 1986

Ottawa,

June 1986

INDEX

Page

1	Introduction
1	Statistical Report
2	Organization of Access to Information and Privacy (ATIP) Activities
4	ATIP Implementation
4	Formal/Informal Interface
5	Designation Order
5	Appeals to the Information Commissioner
	Appendix A
	Appendix B

INTRODUCTION

This third annual Access to Information Act report for the Department of External Affairs covers the period from April 1, 1985 to March 31, 1986.

2. During the period under review, 15 Access Requests were carried over from 1984/85, 168 new Access requests were received, and 156 requests were completed.

3. Media representatives have continued to show the most interest in using this legislation. The breakdown of the 156 requests completed was as follows: media 71, organizations 52, academic 13, business 7, public 13.

4. Nearly half of the requests dealt with foreign policy questions. The remainder covered mainly international trade, immigration and general information on a variety of other subjects that were foreign affairs related.

STATISTICAL REPORT

5. The attached Report on Access to Information ... (Appendix A) contains detailed statistics on the processing of the 156 requests completed. Twenty-seven Access Requests were carried forward to 1986/87. Of these, sixteen were the subject of consultations with other government institutions, three were waiting for responses from the applicants for clarification, and eight were completed in the first two weeks of April. In four cases, extensions of over 60 days were required due to extensive consultation with other

government institutions and third party notification. In 4 Access requests, when the Department contacted the applicant either for clarification of the request or for payment of application fees, no reply was received from the applicants and we were unable to process the request. In twenty-eight cases, when no processing fees were received, the requests were considered to be abandoned.

6. The personnel costs reported represent the salary costs of the personnel in the Access to Information and Privacy Office, who spent approximately ninety percent of their time processing Access requests and the rest on Privacy activities. Also included are the salary costs of other staff involved part time in retrieving documents and preparing them for review. In calculating costs for officers and support staff, the actual salaries of the individuals concerned were divided by 220 (working days) to obtain the daily cost. This was then divided by 7 1/2 to get the hourly cost. The number of days worked during the period under review (248) was used to calculate the total cost.

ORGANIZATION OF ACCESS TO INFORMATION AND PRIVACY (ATIP) ACTIVITIES

7. The departmental ATIP Co-ordinator is responsible, under appropriate direction, for ensuring that the Act is implemented within the Department in accordance with the letter and the spirit of the legislation and that all

reasonable efforts are made to assist the public in obtaining access to government records.

8. The Co-ordinator frequently carries out extensive consultations to comply with a request. In over 40% of all cases completed, it was necessary to consult with foreign or provincial governments, or with other Federal Government institutions.

9. The ATIP Office maintains overall control and co-ordination of application processing within the Department. The procedures established, which include close liaison with the appropriate program bureaux and legal advisors, have continued to work satisfactorily during the period under review. A weekly status report prepared by the ATIP Office keeps Ministers and senior departmental management informed of progress in meeting requests.

10. A reading room has been established in a public access area of the Department's headquarters, adjacent to the ATIP Office. All current departmental manuals, the Access Register, and Access to Information Request Forms are available for use by applicants.

11. The ATIP Co-ordinator is responsible for preparation annually of the Department's contribution to the Access Register, which provides information to the public including a description of the organization of the Department, details of its programs and functions, a description of all classes of records under its control

and a list of all manuals used in administering or carrying out its responsibilities.

ATIP IMPLEMENTATION

12. Despite the steadily increasing number of Access applications, the staff of the ATIP Office was maintained at five persons throughout the year. The necessary extensive legal advice is provided by legal advisors from the Department of Justice.

13. Requests have proved to be more complex and time-consuming than anticipated initially. The growing number of foreign policy-related requests has necessitated in many cases the review of large volumes of documents and the preparation of detailed recommendations, involving increased consultation with other federal agencies as well as foreign and provincial governments. This has placed a heavy burden on the program Divisions concerned in addition to their normal work.

FORMAL/INFORMAL INTERFACE

14. Since the Act is intended to complement, rather than replace, existing procedures for access to government information, informal requests can be addressed to the ATIP Office, as well as to Bureaux within the Department, the Minister's Office, the Media Relations Office or the Library.

15. The number of informal enquiries addressed to the ATIP Co-ordinator was in fact approximately equal to the number of formal requests received. Only formal requests are processed by the ATIP Office but the departmental Co-ordinator for Access to Information and Privacy must devote considerable time to consultation with the program bureaux concerned to ensure that replies to informal enquiries are consistent with the requirements of the Act.

DESIGNATION ORDER

... 16. Attached as Appendix B is the current list of officials, by title, who have been designated by the Minister to exercise his powers under the Act, including authority to release or to deny release of information.

APPEALS TO THE INFORMATION COMMISSIONER

17. Twenty-seven appeals were made to the Information Commissioner during the period under review concerning Access requests processed by the Department. By March 31, 1986, the Information Commissioner had completed twenty-one investigations and had supported the Department's position in sixteen cases. In the remaining five cases, the Department accepted the recommendation of the Commissioner and released information for which an exemption had been claimed under the Act.

18. One Access request resulted in a complaint to the Information Commissioner (who supported the Department's position) and in a subsequent appeal to the Federal Court of Canada. The case is still before the Federal Court.

Institution Department of External Affairs	Reporting period Apr. 1/85 - March 31/86
---	---

Media	71	Academia	13	Business	7	Organization	52	Public	13
-------	----	----------	----	----------	---	--------------	----	--------	----

I Requests under the Access to Information Act		II Disposition of requests completed			
Received during reporting period	168	1. All disclosed	40	6. Unable to process	4
Outstanding from previous period	15	2. Disclosed in part	52	7. Insufficient information	3
TOTAL	183	3. Nothing disclosed (excluded)	6	8. Abandoned	28
Completed during reporting period	156	4. Nothing disclosed (exempt)	2	9. Does not exist	12
Carried forward	27	5. Transferred	1	10. Treated informally	8
		TOTAL			156

III Exemptions invoked				IV Exclusions cited			
S. 13(1) (a)	28	S. 16(1) (d)	4	S. 20(1) (c)	19	S. 68 (a)	2
(b)	5	S. 16(2)	2	(d)	11	(b)	
(c)	1	S. 16(3)		S. 21(1) (a)	22	(c)	
(d)		S. 17	3	(b)	20	(d)	
S. 14		S. 18 (a)		(c)	14	S. 69(1) (a)	2
S. 15(1) Internat. rel.	41	(b)		(d)		(b)	1
Defence		(c)		S. 22		(c)	3
Subversive activities		(d)		S. 23	5	(d)	4
S. 16(1) (a)	2	S. 19(1)	28	S. 24		(e)	6
(b)	4	S. 20(1) (a)	5	S. 25	41	(f)	
(c)	5	(b)	23	S. 26		(g)	9

V Completion time	
30 days or under	97
31 to 60 days	20
61 to 120 days	39
121 days or over	

VI Extensions		
	30 days or under	31 days or over
Searching	7	22
Consultation	16	14
Third party	2	
TOTAL	25	36

VII Translations		
	Translation requested	
Translation prepared	English to French	
	French to English	

VIII Method of access	
Copies given	84
Examination	
Copies and examination	8

IX Fees		
Net fees collected		
Application fees	660	
Reproduction	795	
Searching	471	
Preparation		
Computer processing	550	
TOTAL	2476	
Fees waived	No. of times	\$
\$25.00 or under	92	\$1380
Over \$25.00	0	\$0

X Costs		
Financial (all reasons)		
Salary	\$203187	
Administration (O and M)	\$10600	
TOTAL	\$213787	
Person year utilization (all reasons)		
Person year (decimal format)	5.6	

Complaints to information commissioner (con't)		
Reasons for complaints		
Non-disclosure	20	
Fees		
Extension	6	
Publication		
Denial of translation		
Time to prepare translation		
Other	1	
Certificates produced	1	

Complaints to information commissioner (con't)	
Disposition of complaints	
Complaint unjustified	2
Concurrence with institution	14
No finding	
Recommendation accepted	5
Recommendation rejected	

XI Complaints to info. commissioner	
Complaints activity	
Outstanding from previous period	16
No. initiated during reporting period	27
Number completed during period	21
Number carried forward	22

XII Appeals to Federal Court	
Outstanding from previous period	1
Number initiated during period	1
Number completed during period	1
Number carried forward	1

The Rt. Hon. Joe Clark, P.C., M.P.
Secretary of State for External Affairs



Le très hon. Joe Clark, C.P., député
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

OTTAWA, Ontario
K1A 0G2

Access to Information Act Designation Order

The Secretary of State for External Affairs pursuant to section 73 of the Access to Information Act, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the Secretary of State for External Affairs as the head of a government institution under the Act. This designation replaces the designation dated November 7, 1984.

SCHEDULE

Position

1. Associate Under-Secretary of State for External Affairs
2. Deputy Minister for International Trade
3. Assistant Deputy Minister for Political and International Security Affairs
4. Co-ordinator for Access to Information and Privacy

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Joe Clark".

DATE June 19, 1986

Access to Information Act
annual report



120164 7 104566 1